

L'unité de la gauche (extraits)

Extraits de la conférence de Raymonf Huard (professeur d'histoire contemporaine) à la fondation Gabriel Péri

I- Qu'implique l'unité au sens le plus fort du terme ?

Elle suppose, c'est une lapalissade, que les facteurs divers qui rapprochent les composantes de cette unité soient assez importants pour permettre leur coexistence dans la même organisation. Qu'en tout cas, ils soient plus importants que ceux qui justifieraient une séparation.

Ces facteurs peuvent être d'ordre très divers : communauté idéologique, traditions politiques, exigences du système politique, pression de l'opinion à la base, buts communs, intérêts électoraux….

1) Examinons les facteurs idéologiques. Ils peuvent jouer aussi bien dans le sens de la division que dans le sens de l'unité. Dans le sens de l'unité, ils doivent souder plus solidement les membres d'une organisation, mais ils jouent dans le sens de la division s'il arrive que de petites différences idéologiques soient exacerbées au point de rendre impossible l'unité entre des tendances différentes.

Ces facteurs ont été importants en France, où la vie politique a été très « idéologisée ». L'unité de l'UMP, par exemple, a été certainement facilitée par l'effacement progressif de l'héritage gaulliste, et les divisions idéologiques ont cédé le pas à un facteur d'intérêt électoral bien compris, à la fois, face au Front National et face à la gauche. Les différents peuvent se combattre. Les socialistes s'affirmaient très divisés sur la politique à adopter, avant leur dernier congrès de Le Mans en novembre dernier. Lors de ce congrès, ils ont pris en compte l'intérêt pratique à rester ensemble. Ils en ont fait une synthèse, selon l'expression consacrée, pour mieux répondre aux attentes de l'opinion.

2) De là découle une deuxième observation. L'unité dans une organisation ressemble un peu à un caoutchouc. On peut tirer des deux côtés mais il faut éviter que ça rompe. Comment maintenir à la fois la solidité, la résistance du caoutchouc, et son élasticité.

- La solidité, c'est à la fois un problème de fond, celui des forces qui tiennent ensemble le parti, et que je viens d'évoquer, la solidarité de classe, la communauté d'idées etc., et un problème pratique et fonctionnel. Cela peut supposer des règles, et là on entre dans le domaine de la discipline de parti. Comment obtenir cette discipline ? Soit en faisant appel à l'esprit de responsabilité, ou plus simplement à l'amiabilité, par des transactions, ou au contraire par des mesures d'autorité, c'est-à-dire par l'affirmation d'une discipline.

- D'autre part, quand l'unité se fait malgré des différences réelles et constatées sur certains points, et c'est souvent le cas, il faut prévoir une certaine élasticité, qui donne des garanties aux différentes composantes. Ce peut être, par exemple la représentation proportionnelle des tendances dans l'organisme directeur.

- Enfin, quand on parle d'unité, il faut penser qu'elle n'est toujours que relative, incomplète. On l'a vu aussi avec l'UMP, qui n'a pas rassemblé toute la droite, et en 1905 le parti unifié n'a pas rassemblé tous les socialistes, certains ont préféré le quitter.

Donc l'unité délimite simplement un champ, le champ de ceux qui peuvent travailler ensemble. Ça ne l'empêche pas d'être un phénomène important par ses conséquences politiques diverses.

II- L'unité socialiste de 1905

Quel est l'état du socialisme français à la fin du 19e siècle ? On part d'une situation de profonde division. Après la saignée de la Commune, les forces socialistes en France se sont reconstituées.

La date de réapparition habituellement consacrée, c'est le Congrès de Marseille de 1879, date à laquelle est créée la Fédération du parti des travailleurs socialistes de France. Mais très vite, on assiste à une division de ces forces en de nombreuses tendances. Le résultat est que jusqu'à la fin années 1890, le socialisme français apparaît, comme un archipel de sectes : Guesdistes du Parti ouvrier français, Broussistes ou possibilistes de la Fédération des travailleurs socialistes de France, Allemanistes du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire, Blanquistes et Vaillantistes du Comité révolutionnaire central, qui devient Parti socialiste révolutionnaire en 1898, et enfin les socialistes indépendants.

1) A quoi est due cette division ?

Ø Jaurès écrit, dans la revue « Le mouvement socialiste », en 1899, que ces tendances correspondent à « des moments historiques du socialisme français ». Et il développe sa pensée : les blanquistes représentent l'héritage de la révolution française, les guesdistes, la Commune et ses suites, les Allemanistes, le mouvement ouvrier, les socialistes indépendants, l'action politique et électorale plus récente. A propos de ceux-ci, il trouve une formule assez drôle : « ils restaient en dehors pour travailler l'union ». C'est ingénieux, pas dénué de vérité, mais mériterait quand même d'être nuancé.

Ø Ces divisions sont dues aussi à d'autres facteurs. D'abord l'hétérogénéité de la classe ouvrière française, qui à l'époque, est beaucoup moins concentrée que celle de Grande Bretagne ou d'Allemagne. L'ouvrier français est moins ouvrier d'une grande concentration industrielle - même si cela peut exister dans le Nord, le Pas de Calais, la région de Saint-Etienne - qu'un travailleur urbain de grande ou petite ville, aux activités diversifiées, voire même un ouvrier rural qui a une double activité (travail sur un lopin de terre et travail industriel, voire à domicile). En outre, les liens des formations socialistes avec la classe ouvrière demeurent insuffisants. Leur clientèle est plus populaire qu'ouvrière.

Ø Ces divisions sont aussi dues à des divergences importantes qui portent à la fois, sur la stratégie d'ensemble des socialistes, sur les formes d'organisation, sur l'idéologie. Divergences sur la stratégie : les socialistes doivent-ils s'allier aux républicains bourgeois, soit pour défendre la République, contre les menaces cléricales et nationalistes qui demeurent fortes et que l'affaire Dreyfus a surexcitées, soit pour tenter de réaliser des réformes sociales ? On discute à l'époque des retraites ouvrières. Cette tentation de l'alliance avec les républicains est d'autant plus forte qu'une bonne partie de la clientèle des socialistes vient du premier radicalisme, celui des années 1860 à 1880. Citons à ce propos la célèbre formule d'Ernest Labrousse : « Le socialisme français est un socialisme républicain. Républicain dans son origine, dans ses réflexes, dans ses attitudes historiques, dans son implantation territoriale », et il ajoute cependant, concession importante, qu'il y a aussi dans le socialisme « une volonté de scission en face de tous les partis bourgeois, parti républicain compris ». Une volonté de scission qui laisse malgré tout subsister « une pratique de rencontre ». A l'époque c'est un des problèmes qui divisent les socialistes. Malgré tout ce qui peut unir les socialistes à une fraction du camp républicain, la volonté de scission va-t-elle emporter chez tous ou le plus grand nombre sur la pratique de rencontre ?

Ø Divergences sur les formes d'organisation : les guesdistes souhaitent une organisation fortement structurée à la façon de la Social démocratie allemande, qui est le modèle à l'époque. Eux-mêmes ont des groupes locaux reliés par des agglomérations puis des sections de ville, des fédérations au niveau départemental. Les premières fédérations naissent entre 1894 dans le Gard et 1900 dans le Var. Le parti contrôle les candidats aux élections. Les autres tendances ont une organisation beaucoup plus floue. L'indépendance des parlementaires est très grande. La plupart du temps les journaux sont, tant sur le plan local que national, la propriété d'individus ou de sociétés privées, mais pas des organisations. C'est le cas de l'Humanité créée par Jaurès en 1904.

Ø Quand on va encore plus profond, des divisions idéologiques expliquent aussi cette atomisation. Les guesdistes sont influencés par le marxisme, interprété de façon un peu étroite et systématique. Les Blanquistes, surtout grâce à Vaillant ont aussi assimilé des concepts marxistes. Cela les rapproche des guesdistes. Mais les Allemanistes sont plus influencés par Proudhon, et les Broussistes par les idéologues républicains de la coopération, du solidarisme….. D'autre part, ces partis se veulent des partis ouvriers, mais ils sont en fait dirigés par des intellectuels. Ni Jaurès, ni Millerand, ni Guesde, ni Vaillant, ni Brousse, ni Lafargue, et on pourrait en citer bien d'autres, ne sont originaires de la classe ouvrière. Et entre ces leaders les rivalités sont fortes, d'où le risque comme le dit un

socialiste, Charles Bonnier, d’une « congrégation des petits moi ».

2) Pourquoi malgré tout la marche vers l’unité se précise-t-elle ?

Certaines causes sont assez apparentes. Pour d’autres, l’effet est plus difficile à prouver.

Ø Evoquons d’abord les exemples extérieurs. La Social démocratie allemande est unifiée depuis 1875 au Congrès de Gotha. Elle a surmonté la très grave épreuve qu’a constituée l’offensive antisocialiste de Bismarck à partir de 1878, et ses progrès électoraux sont remarquables. C’est un modèle, comme d’ailleurs le Parti ouvrier belge unifié depuis 1885. En Italie, le Parti socialiste italien s’est constitué en 1892. En Grande Bretagne le mouvement vers l’unité est plus confus, mais il progresse néanmoins avec la formation en 1900 d’un comité pour la représentation du travail. Il y a donc une tendance internationale au regroupement des forces socialistes dans chaque pays. Jaurès le note dans l’article de 1899. « Le mouvement vers l’unité - écrit-il - est une force historique ». Malheureusement, il ne précise pas davantage.

Ø Cette tendance au regroupement est sous-tendue par une idée simple : si on veut vraiment faire la révolution, ou même seulement obtenir des réformes importantes, il faut un parti de la classe ouvrière, qui se différencie de tous les autres partis bourgeois, qui réunisse autant que faire se peut toutes les forces se réclamant du socialisme. Derrière cela il y a l’idée présente dans le Manifeste communiste d’une polarisation de plus en plus accentuée des forces sociales, la bourgeoisie d’un côté, la classe ouvrière de l’autre.

Ø La conjoncture économique - dont l’effet, il est vrai, est difficile à prouver - va aussi dans ce sens. Au début du 20^e siècle, nous sommes dans une nouvelle phase d’expansion et d’accélération de la concentration capitaliste. Celle-ci s’accompagne chez les socialistes d’une croyance un peu messianique dans la progression, inévitable dans ce contexte, des forces socialistes.

Ø Il faut tenir aussi compte du contexte politique français. Les socialistes, bien que divisés, représentent depuis 1893 une force électorale - certes encore limitée, ils n’enregistrent que 5% des voix en 1893 - mais ils sont devenus une force parlementaire, du moins à la Chambre des députés, pas au Sénat. Le groupe socialiste à la Chambre est assez nombreux : une cinquantaine de députés entre 1893 et 1902. A la même époque la Social démocratie allemande a 23% des voix, mais pas plus de députés. L’existence de ce groupe parlementaire facilite les confrontations et les rapprochements entre les leaders. Surtout, s’il est uni dans son action - ce qui est loin d’être le cas - le groupe socialiste peut désormais peser dans les majorités parlementaires. Au sein du groupe, Jaurès a pris parti pour l’unité dès 1898. Un premier rapprochement est enclenché en octobre 1898 avec la constitution d’un comité permanent de vigilance, contre la menace nationaliste, puis d’un comité de rapprochement socialiste en décembre 1898.

Le processus d’unité aurait peut-être abouti plus tôt si le mouvement socialiste n’avait pas connu une crise sérieuse à partir de juin 1899. A cette date en effet, face à l’agitation cléricale et nationaliste qui accompagne l’affaire Dreyfus, se constitue à la Chambre, sous la direction de Waldeck-Rousseau, une majorité de défense républicaine. Un député socialiste, Millerand, accepte d’entrer dans le cabinet dirigé par Waldeck-Rousseau. Il y voisine avec un général qui a procédé à la répression de la Commune de Paris, de Galliffet.

Les socialistes, à la Chambre et dans le pays se divisent profondément à l’occasion de cette décision, qui repose les deux problèmes de fond : quelle doit être l’attitude des socialistes à l’égard de la République bourgeoise, doivent-ils participer à une politique de défense républicaine, ou se tenir à l’écart ? Quel doit être le degré d’autonomie des élus au sein du parti, jusqu’où doit aller la discipline de parti ?

Ce sont deux problèmes distincts. Seulement il se trouve qu’ils sont mélangés par l’initiative personnelle,

on peut dire l'indiscipline, du député Millerand, puisque cette indiscipline va dans le sens d'une politique précise, celle d'une collaboration avec la bourgeoisie. Donc l'unité, incontestablement en marche, subit un coup d'arrêt, et les polémiques se déchaînent entre socialistes avec une grande virulence.

L'Humanité a publié récemment un hors série sur la polémique Guesde- Jaurès en novembre 1900. Jaurès a soutenu Millerand : en juin 1899 il écrit que cette entrée de Millerand dans le cabinet est : « un grand fait », « une date historique », et qu'on ne doit pas négliger : « ces offres du destin, ces ouvertures de l'histoire ».

Peu de temps après, à l'opposé, Paul Lafargue, compare cette entrée à celle de Louis Blanc dans le gouvernement provisoire en 1848, qui a abouti, après lui, aux massacres de Juin. Ce thème est cher à Lafargue, il le reprendra à plusieurs reprises.

Au lieu d'aller directement vers l'unité, les socialistes français s'orientent à l'issue du congrès de Lyon en 1901 vers deux regroupements partiels, l'affaire Millerand ayant servi de discriminant. Le Parti socialiste de France, créé à la conférence de Ivry en novembre 1901, rassemble les guesdistes du Parti ouvrier français, le Parti socialiste révolutionnaire dirigé par Vaillant, des dissidents du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire. C'est le courant révolutionnaire qui veut rompre avec la République bourgeoise. Le parti socialiste français créé en mars 1902, rassemble les indépendants, la Fédération des travailleurs socialistes, momentanément le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire, autour d'une conception réformiste et de collaboration avec l'aile gauche des républicains. Fait intéressant le courant le plus ouvrier, les allemanistes, est divisé en deux.

On aurait pu en rester là, avoir deux partis socialistes l'un plus révolutionnaire, l'autre plus réformiste. En fait, les critères de distinction sont un peu plus compliqués, et à ce propos, on peut s'interroger. Est ce que le plus important n'était pas le choix de cette union partielle plus que l'unité ultérieure ?

Cependant le courant unitaire reprend malgré tout et c'est cela qui est intéressant. Trois incitations sont à l'œuvre :

- Premièrement, la pression renforcée de l'Internationale socialiste au Congrès d'Amsterdam en août 1904. La majorité condamne le ministérialisme et appelle les socialistes français à s'unir. La motion est un peu ambiguë, mais elle va globalement dans le sens de l'unité. C'est un souhait, ce n'est pas un ordre. L'Internationale n'a pas les moyens de le faire respecter, mais il est significatif que ce souhait ait eu un large écho. Et c'est un effet concret sur un parti national de l'action de l'Internationale.

- En second lieu, le bilan de l'expérience de défense républicaine, poursuivie dans le bloc des gauches en 1902 est décevant, en particulier pour les socialistes. Il y a peu de progrès de la législation sociale, on discute toujours des retraites ouvrières, les conflits sociaux sont réprimés sans ménagement (9 morts à la Martinique le 8 février 1900, 3 morts et plusieurs blessés à Chalon le 2 juin 1900 etc..).

La politique anticléricale, qui va mener à la Séparation de l'Eglise et de l'Etat à la fin de 1905, satisfait une partie des socialistes mais certains la trouvent trop modérée encore. D'autres, comme le Parti socialiste de France, la considèrent plutôt comme un alibi de la part des radicaux afin d'esquiver véritablement les réformes sociales.

- Troisièmement, la situation internationale s'aggrave. La guerre russo-japonaise éclate en 1904, et la Russie est par ailleurs l'alliée de la France. La rivalité franco-allemande éclate à propos du Maroc, c'est l'affaire de Tanger. D'autre part la révolution russe de 1905 fait espérer un renouveau du mouvement révolutionnaire à l'échelle européenne, pour lequel il faut être prêt.

Le processus d'unité est donc relancé. Jaurès qui avait soutenu Millerand s'incline après Amsterdam, non sans quelques tergiversations. Ce choix est décisif, à cause de la personnalité de Jaurès. La création d'une commission d'unification, le 27 novembre 1904, permet d'aboutir au congrès d'unité du Globe du 23 au 25 avril 1905 dont les décisions sont ensuite acceptées plus ou moins laborieusement par les fédérations des deux organisations.

3) Regardons maintenant un peu plus près le contenu de cette unité.

Apparemment, l'unité consacre la victoire du courant révolutionnaire. Si celle-ci est manifeste au plan des principes, elle est moins nette dans la réalité. Cette victoire s'affirme à la fois, et c'est à noter, dans la définition des objectifs du parti et dans son organisation.

- Le parti est défini comme un parti de classe ayant pour but la socialisation des moyens de production, c'est à dire de transformer la société capitaliste en société collectiviste ou communiste. S'il ne s'interdit tout de même pas de travailler à des réformes, ce parti n'est pas un parti de réformes, il se définit comme un parti de « lutte de classe et de révolution ». Les limites de la défense républicaine sont posées. Cela interdit une politique de collaboration avec la bourgeoisie républicaine, au niveau gouvernemental du moins, car les socialistes pourront continuer à voter les mesures qui les satisferont.

- Très importants aussi sont les progrès en matière d'organisation. L'idée de fond, c'est qu'un parti de lutte de classe et de révolution doit être un parti discipliné. Simplement, jusqu'où va cette discipline et à qui s'applique t-elle en 1905 ? L'adhésion d'abord est mieux individualisée et contrôlée. Au départ, c'était le groupe qui adhérait, non l'individu. L'adhésion est désormais individuelle, matérialisée par une carte et des timbres mensuels. Cela règle le problème des adhésions éventuelles de syndicats.

- Les structures du parti sont précisées avec le souci de ne pas bouleverser ce qui existe, mais de mieux définir les responsabilités :

- L'organisme de base, familial, reste l'ancien cercle politisé, lieu essentiel de sociabilité, baptisé groupe d'études sociales, mais il n'a pas autorité à parler au nom du parti.

- C'est la section qui est une circonscription territoriale, qui a ce pouvoir. C'est en somme l'organisme de base légal, alors que le groupe correspond au milieu de vie dans la localité, au plus près des militants.

- Au dessus, la fédération départementale qui, dans ce cadre, contrôle la presse locale et les candidatures, mais qui dispose d'une très large autonomie.

- Enfin le congrès annuel, donc fréquent.

- Entre les congrès, un conseil national se réunit au moins trimestriellement, il est composé des représentants des fédérations et, pour un dixième du total, d'une délégation des élus au parlement. Ce qui est très peu, mais les élus peuvent être aussi représentants des fédérations, donc en fait leur rôle est plus grand.

- Pour administrer les affaires courantes, une Commission administrative est élue à la proportionnelle des tendances du Congrès. Le recours à la proportionnelle permet de satisfaire les différentes composantes qui entrent dans le parti unifié et la proportionnelle est à la mode à l'époque. Les socialistes la revendiquent pour les élections générales. Donc dans un cadre qui n'exclut pas certains compromis, mais où la discipline connaît un progrès sensible, surtout par rapport à l'ancien Parti socialiste de France, où les élus faisaient la loi. Dans la réalité, tout cela est moins net qu'il n'y paraît, et ce pour toutes sortes de raisons. Parti de lutte de classe et de révolution ? De lutte de classe, c'est assez clair. En revanche de quelle révolution ? Certains imaginent une sorte de nouvelle Commune de Paris qui réussirait, parce qu'elle serait appuyée cette fois par les forces socialistes du reste de la France, d'autres comme Jaurès voient plutôt un investissement de la République bourgeoise par la voie du suffrage universel et le passage à une république sociale puis socialiste. Ensuite ce parti unifié est un petit parti qui ne compte que 34688 adhérents en 1905. Certes les effectifs vont croître, mais progressivement. Il n'y a pas de raz de marée. On atteint 53928 adhérents au congrès de Nîmes en 1910, soit plus 55% et 90725, soit plus 68% encore, en juillet 1914. Malgré tout rien de comparable avec les gros bataillons de la Social Démocratie allemande qui compte environ 500.000 adhérents vers 1905. Par ailleurs, les relations avec le monde ouvrier sont insuffisantes et de plus la CGT qui craint une mainmise socialiste affirme sa distance par la Charte d'Amiens en 1906. Les relations vont s'améliorer malgré tout entre 1906 et 1914.

Le parti a aussi des électeurs ruraux venus du radicalisme, mais n'a pas de programme agraire cohérent et, sur ce point, les divergences sont réelles en son sein. Même faiblesse de l'implantation chez les femmes, dans l'ensemble négligées.

Donc il n'est guère un parti de masse et s'il est révolutionnaire, c'est surtout dans ses objectifs et ses déclarations. Quant à la parlementarisation que voulait éviter le Congrès du Globe, elle subsiste. Certes, 18 députés ont quitté le parti après le Congrès : ce sont ceux qui ont besoin des voix radicales pour leur réélection en 1906. D'autres suivront un peu plus tard.

Certains vont former en 1910 le parti républicain socialiste comme Augagneur, Painlevé, Viviani. Cette petite formation durera une quinzaine d'années. Mais comme le nombre de députés socialistes augmente malgré tout, de 76 en 1910 à 103 en 1914, le poids du groupe parlementaire demeure fort. Enfin, au sein du parti, les fractions socialistes sont organisées et le parti reste une arène d'intrigues. J'évoque d'un mot les souvenirs de Ramadier, alors tout jeune militant dans l'Aveyron, qui écrit « l'unité s'était faite sans cordialité, comme une

opération politique nécessaire, mais désagréable. On s'épait, on se soupçonnait, on se méprisait même un peu ». Je passe sur les faiblesses de la réflexion théorique, en particulier en matière économique ou sur l'impérialisme.

III- Le renouvellement de la problématique de l'unité socialiste et de l'union aujourd'hui

Ce renouvellement est extrêmement profond et il faut essayer même si c'est de façon rapide d'en saisir tous les aspects. Il résulte à la fois de phénomènes politiques et économiques mondiaux, de l'évolution très profonde de la société française, des transformations institutionnelles et politiques qu'a connues la France, et de changements en profondeur des mentalités.

1) Tous ces changements apparaissent aujourd'hui, en 2005, avec une netteté particulière, sans doute sans précédent.

Ø Ce sont les phénomènes mondiaux : le renforcement du capitalisme lié à la progression de la mondialisation libérale, et à la dislocation du monde communiste. Ce renforcement s'accompagne d'une offensive très déterminée d'une droite néolibérale décidée à liquider les acquis sociaux conquis au cours du temps, et notamment au lendemain de la libération.

Ø L'évolution de la société française, c'est la transformation très profonde du salariat, transformation liée à l'entrée plus massive des femmes dans le monde salarié, au déclin de secteurs entiers qui étaient souvent les zones d'implantation traditionnelle du mouvement ouvrier, à l'essor du secteur des services.

Ø Les transformations institutionnelles, c'est la Vème république, et surtout l'élection présidentielle au suffrage universel dont la pesée sur la vie politique française est désormais très forte et, c'est l'intégration européenne qu'on ne peut négliger.

Ø Les transformations politiques ont conduit à la réaffirmation au coeur de la vie politique de l'opposition droite-gauche qui s'est historiquement substituée à l'opposition républicains-non républicains. Opposition qui a été effacée, pendant la majeure partie de la première moitié du 20e siècle, au profit de regroupements centristes, et qui est réapparue à partir des années 1960. D'autre part, ce qui est également capital aujourd'hui, c'est que la ligne de partage de cette opposition droite-gauche correspond pour l'essentiel à la ligne de partage entre, d'un côté les différentes tendances du socialisme, au sens large du terme, et de l'autre, tous les soutiens inconditionnels du capitalisme libéral.

Ø Pour terminer, l'évolution des mentalités, c'est l'individualisation de plus en plus accentuée, qui affaiblit les solidarités traditionnelles et l'esprit de militantisme, et je passe sur le rôle nouveau des grands médias audiovisuels.

2) Quels sont les effets de ces transformations sur les courants qui se réclament du socialisme ?

Elles agissent à différents niveaux, sur le rapport de force entre les tendances, sur la conception du parti, sur son enracinement, sur la stratégie des organisations, et pour l'instant, on demeure dans une phase de transition dont on ne voit pas encore l'aboutissement.

Les questions d'aujourd'hui ne sont plus exactement celles du Congrès du Globe en 1905, ni même celles de Tours, mais elles n'ont pas perdu tout contact avec les précédentes. Elles demeurent : quel objectif pour les forces socialistes ? Quelle stratégie plus précise dans le cadre des institutions françaises et européennes ? Quelle organisation pour s'efforcer d'atteindre ces objectifs ?

Ø Quel objectif ?

La question capitale actuellement semble l'attitude à prendre vis-à-vis de la mondialisation capitaliste. Sur ce plan, deux tendances se sont dessinées dans les forces socialistes. L'une est une tendance d'accompagnement social de la mondialisation, jugée inévitable, l'autre est la lutte résolue contre les

effets négatifs de celle-ci et la proposition de solutions alternatives. L'idée socialiste demeure donc partagée à cet égard en deux courants nettement distincts, que ce soit en France ou en Europe, sans qu'il y ait forcément identification parfaite de ces courants à des partis. La ligne de partage semble notamment passer à l'intérieur du parti socialiste en France. On n'est pas dans une situation aussi simple qu'en 1901. Cet objectif vaut en particulier au plan mondial et européen.

Mais il y a un second objectif, plus spécifiquement français, plus directement lié au fonctionnement des institutions nationales, c'est celui de l'entente de toute la gauche pour composer une majorité de gouvernement. Car le problème d'une alliance, union, entente, sous quelque dénomination que ce soit, de toute la gauche, et non seulement de sa fraction la plus radicale, est incontournable, sauf à renoncer à toute influence sur la politique du pays. Entre les deux objectifs, il y a certes pas de frontière tranchée, mais tout de même des points d'application différents.

Ø Quelle stratégie et quelle organisation pour atteindre ces objectifs ?

Pour répondre, il faut partir de l'état des forces socialistes au sens large. Ce qui a changé dans ce domaine par rapport aux années 50 et 60, c'est le rapport de forces entre les tendances. Si le parti socialiste, après une période de crise, a réussi à reconstituer son unité à partir de 1969, et à s'affirmer comme la plus importante force politique à gauche au plan de l'électorat en général et des élus locaux et nationaux, le courant révolutionnaire lui s'est affaibli. Surtout il s'est fragmenté. Ont joué dans cette évolution, à la fois évidemment la crise puis la fin du système communiste à l'Est de l'Europe qui a affaibli la force d'attraction de l'idée communiste, mais aussi la permanence après 1968 de courants d'extrême ou d'ultra-gauche, concurrents, ainsi que l'émergence d'organisations altermondialistes diverses. De cela découle, actuellement, un spectre extrêmement divisé à la gauche de la gauche. On pourrait reprendre la formule de Jaurès sur les moments historiques représentés par les tendances et l'appliquer à la situation actuelle. On pourrait repérer des organisations qui correspondent au moment bolchevik, au moment soixante-huitard, au moment alter ou anti-mondialiste.

Ce déséquilibre entre les deux grands courants est encore renforcé par suite de l'évolution institutionnelle, c'est à dire la pesée très forte sur la vie politique de l'élection présidentielle au suffrage universel. Les décisions récentes, à la fois la réduction à un mandat de cinq ans et le rapprochement dans le temps des élections présidentielles et législatives, en ont d'ailleurs encore accru l'influence. Cette évolution a des conséquences structurelles. La première c'est que, sauf hypothèse tout à fait invraisemblable, il ne peut y avoir au second tour qu'un seul candidat de gauche. Depuis l'institution de l'élection présidentielle au suffrage universel, il y eu parfois deux candidats de droite au second tour, comme en 1969 et 2002, mais jamais deux candidats de gauche. Et donc le parti de gauche qui arrive en tête de la gauche au 1er tour de l'élection présidentielle exerce automatiquement une hégémonie sur le reste de la gauche. Dans la conjoncture actuelle à cause, du rapport de force entre les deux courants évoqués plus haut, et de la division qui règne dans la gauche de la gauche, c'est le candidat du parti socialiste qui a toutes les chances d'arriver en tête et d'exercer cette hégémonie.

En outre, la position du Parti socialiste dans le système de partis lui est nettement favorable puisqu'il peut selon les inflexions qu'il se donne se rapprocher du centre ou de la gauche de la gauche, comme dans le cas de son dernier congrès.

3) Face à cette situation, plusieurs hypothèses se dessinent.

- Sur le plan européen, les deux courants mentionnés plus haut sont désormais structurés autour de deux partis européens, le Parti socialiste européen et le Parti de la gauche européenne. Il est probable que cette structuration soit durable.

- Sur le plan national, c'est plus compliqué.

Un premier objectif envisageable est de regrouper plus efficacement dans un premier temps les forces qui se réclament d'une alternative véritablement socialiste au libéralisme. L'objectif théoriquement possible, mais certainement difficile à atteindre étant de remplacer une hégémonie de la gauche modérée par une hégémonie de la gauche de la gauche. Pour réaliser cet objectif, il faut d'abord surmonter les divisions bien réelles qui existent au sein de ce dernier ensemble et, si quelques pas ont été faits en ce sens, il reste du chemin à faire.

Mais ensuite, quelle organisation, et significativement, comme en 1905, les deux débats sur l'objectif et sur l'organisation sont imbriqués. Faut-il un parti oui ou non, si oui quel parti, sinon, quoi ? En France la force attractive du parti, en tant que forme d'organisation, a diminué. A la fin du 19e, le parti politique en Europe était une forme d'organisation en expansion. Aujourd'hui, contrairement à ce qu'on croit parfois, il l'est encore dans toute une partie du monde, en Afrique, dans les pays de l'ex-Urss, au Moyen Orient. Mais en Europe et en France, on voit aussi surgir des coalitions temporaires, plus floues de mouvements divers sur un objectif précis.

Néanmoins les partis restent des organisations structurantes de la vie politique qui se déroule dans le cadre des institutions et sont donc incontournables, sauf à désertir complètement la vie politique légale. D'autre part, alors qu'en 1905, le parti était conçu comme un parti de classe et comme un guide disant la vérité, la notion du parti de classe est modifiée en même temps que la classe ouvrière se fondait dans un salariat plus vaste. D'ou l'idée qui est imposée, qu'un parti ne peut être opérationnel sans une élaboration citoyenne plus large et plus constante. Il est significatif que le PCF lui-même ait modifié sensiblement ses règles de fonctionnement interne et interroge toujours sur celles-ci pour répondre à ces exigences nouvelles.

Dans le cadre français, le questionnement subsiste sur le renforcement de l'organisation du courant anticapitaliste. Faut-il d'abord, renforcer une organisation particulière, le PCF par exemple, qui actuellement représente encore la force militante la plus considérable, la rendre plus attractive, ou fédérer autour d'elle les autres forces ?

Ou encore, considérer qu'il faut rechercher une organisation de type nouveau, de structure peut-être plus lâche et plus fédérative ? On est pour l'instant au stade de la simple prospection. Mais il y a aussi un danger, celui que la cristallisation de deux courants bien distincts rende impossible une plus large union à gauche et qu'on en arrive à une situation à l'allemande, et à un retour au centrisme d'une partie au moins de la Sociale démocratie. Evolution dont on mesure le danger.

Il faut donc préserver la possibilité d'une union à gauche, dans le cadre de la construction d'une coalition alternative, dans une situation, on le voit, beaucoup plus complexe qu'en 1905.

Pour conclure, si en 1905 le débat sur l'unité a eu un mérite certain, c'est d'avoir posé avec clarté des questions de fond, et donc d'avoir fait avancer la conscience socialiste. Mais le parti socialiste unifié n'en restait pas moins assez fragile. Quand les contradictions qu'il avait surmontées assez laborieusement en 1905 se sont durcies par suite de l'expérience de la guerre et de la révolution russe, il est pas étonnant qu'il se soit divisé à nouveau.

De nos jours encore, les contradictions qui traversent le mouvement socialiste dans sa globalité, c'est-à-dire socialiste et communiste, sont profondes et elles sont situées dans un contexte, à la fois international et institutionnel français, beaucoup plus complexe qu'en 1905. Est-ce qu'on peut espérer un dépassement positif de ces contradictions ? Pour le moment force est de constater que, si les problèmes à résoudre sont, dans l'ensemble, de mieux en mieux perçus et définis, aucune issue positive ne se dégage encore.

Si une telle issue se révèle possible, elle dépendra beaucoup de la mise en mouvement de l'opinion, dont le débat sur la constitution européenne a récemment montré toute l'importance. C'est évidemment à favoriser cette mise en mouvement qu'il faut travailler.
